



Les Palestiniens exhortent les universitaires à boycotter l'atelier « Histoire de la réforme des prisons dans les contextes coloniaux et post-coloniaux : espoir et déception » programmé dans une université israélienne complice

Description

22 septembre 2022

La date limite pour soumettre des propositions pour l'atelier académique est octobre 2022. L'atelier doit avoir lieu du 17 au 19 juin 2024.



Le Sapir College, hôte de l'atelier universitaire consacré à « Histoire de la réforme pénitentiaire dans les contextes coloniaux et postcoloniaux : espoir et déception », est situé dans le désert du Naqab (Néguev) près de Sderot – une ville fondée sur des terres agricoles appartenant à un village palestinien qui a subi le nettoyage ethnique et appelé [Najid](#). Il se trouve également à moins de 3 km de la frontière de la bande de Gaza – un lieu régulièrement décrit comme une prison à ciel ouvert en raison du siège illégal et inhumain de 15 ans imposé par Israël. La population de la bande de Gaza, qui compte plus de 2 millions de Palestiniens, principalement des réfugiés, est privée des vivres et services de base, telles que l'eau potable, l'emploi, une alimentation électrique fiable, ainsi que de logements, de soins de santé et de

moyens d'éducation adéquats.

En août de cette année, Israël a commis un nouveau massacre contre cette population palestinienne assiégée, faisant [49 morts](#), dont 17 enfants, et des centaines de blessés.

Cette sombre réalité à laquelle sont confrontés les palestiniens de Gaza fait partie intégrante du régime israélien de colonisation et d'apartheid. Des organisations de défense des droits humains de premier plan, telles qu'[Amnesty International](#) et [Human Rights Watch](#), ainsi que l'ONG israélienne [B'Tselem](#) ont confirmé qu'Israël y est coupable de crimes contre l'humanité et d'une politique d'apartheid contre le peuple palestinien. Les experts palestiniens et les organisations palestiniennes disent la même chose depuis des décennies.

Non seulement le lieu de l'atelier est problématique, mais son accueil dans une université israélienne complice est tout autant. Les établissements d'enseignement supérieur israéliens ont longtemps joué un rôle dans la planification, la mise en œuvre et la justification des politiques d'occupation et d'apartheid d'Israël tout en maintenant un lien étroit avec l'appareil militaire et de sécurité israélien. Une grande partie de l'arsenal et des doctrines militaires d'Israël est développée en étroite collaboration avec les universités israéliennes. Il existe également une [discrimination raciale](#) institutionnalisée à l'encontre des palestiniens dans tout le système éducatif israélien, y compris les établissements d'enseignement supérieur.

Le Sapir College, par exemple, a récemment lancé une [collaboration](#) avec la cyber-unité de l'armée israélienne, laquelle entretient une relation de dépendance mutuelle avec la ténace Unité 8200. Ensemble, ces deux unités militaires développent des cyber-armes, effectuent une surveillance de masse des Palestiniens et surveillent les réseaux sociaux dans le but de collecter des informations personnelles pour piéger et contraindre les Palestiniens. Les vétérans de l'unité 8200 ont ensuite fondé des sociétés notoires d'armes cybernétiques, dont le groupe NSO. Le groupe NSO a développé le logiciel espion Pegasus utilisé par des régimes autoritaires du monde entier pour cibler les défenseurs des droits de l'homme, les avocats, les journalistes, les politiciens et les diplomates et [détourner](#) de ce fait par les principales organisations internationales de défense des droits de l'homme. Le Sapir College se vante que la collaboration donnera aux étudiants « les compétences dont ils auront besoin pour servir dans la division de la cyber-défense et dans d'autres unités technologiques élite de Tsahal ».

Pour ajouter l'insulte à l'injure, le sujet-matériau de l'atelier est particulièrement offensant et a, comme on pouvait s'y attendre, des relents coloniaux. L'incarcération, après tout, est un principe clé du régime colonial et de l'apartheid israélien. Des centaines de milliers de palestiniens ont été incarcérés dans les prisons israéliennes depuis 1967. Actuellement, il y a plus de 4 450 prisonniers politiques palestiniens et 723 qui sont en détention administrative, c'est-à-dire détenus sans inculpation et sans procès. Les ordres de détention administrative peuvent être renouvelés indéfiniment et les détenus n'ont jamais la possibilité de voir les « preuves » qu'on prétend avoir rassemblées contre eux. Parmi les détenus administratifs figurent quatre enfants, deux femmes et trois membres du Conseil législatif palestinien.

En plus de l'incarcération de masse, le régime israélien recourt aussi régulièrement à la torture physique et psychologique, ainsi qu'à des traitements dégradants et inhumains, malgré

l'interdiction absolue de la torture en vertu du droit international. De telles pratiques s'intensifient pendant les interrogatoires pour inclure des agressions physiques, des passages à tabac, des tortures positionnelles et des tortures psychologiques. La torture et/ou les mauvais traitements persistent au-delà des interrogatoires et tout au long de l'incarcération des prisonniers palestiniens dans les prisons et centres de détention israéliens.

De plus, les conditions dans les prisons israéliennes sont exécrables avec des cellules de prison étroites et surpeuplées qui manquent cruellement aux normes de base définissant des conditions de vie adéquates en détention. Pour exacerber davantage les souffrances des prisonniers, les autorités israéliennes ont souvent recours à des raids violents de répression menés par des unités spéciales qui agressent et terrorisent les prisonniers, en particulier les détenus enfants.

Comme l'a dit l'ancien archevêque sud-africain Desmond Tutu : « Si vous êtes neutre dans les situations d'injustice, vous avez choisi le côté de l'opresseur ».

Nous exhortons les universitaires du monde entier à se tenir du côté de la justice et à refuser d'assister à l'atelier du Sapir College sur « La réforme des prisons dans les contextes coloniaux et post-coloniaux : espoir et déception ». Il n'y a point d'espoir sous l'Apartheid s'il n'y a que de la déception.

Traduction BM pour l'Agence Média Palestine

Source : [Addameer](#)

date créée
2022/09/26